ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1973 - 8e CIRCONSCRIPTION DE PARIS

Le Centre National des Indépendants M. ANTOINE PINAY, Président d'Honneur
Le Centre Démocrate présidé par le Sénateur Jean Lecanuet
et le Mouvement des Réformateurs
Toutes les Formations du Centre unies et unanimes vous présentent



# Jean ROMANETTI

*Secrétaire Général du Centre National des Indépendants de Paris.*
*Président de la Commission des Finances du Syndicat des cafetiers, hôteliers, restaurateurs de Paris et sa région.*
*Gérant de sociétés.*
*Vice-président de l'association pour la défense de l'expansion, de l'emploi et de l'économie de la région parisienne.*
*Administrateur de la Société Nationale de l'encouragement au dévouement (section Courage et Bonté).*
*Ancien inspecteur du ministère des Finances.*
*Membre du Comité de la Méditerranée*
*Médaille d'Argent de la Ville de Paris, Médaille du Mérite Civique.*
*Marié, un enfant.*
*Service militaire et guerre 1939-1945 dans un corps spécialisé de la Marine Nationale.*

*Remplaçant éventuel*
TREMBLAY EMMANUEL
Docteur en Médecine
Ancien Chef de Clinique
de la Faculté de médecine de Paris

ELECTRICES, ELECTEURS DU Xe ARRONDISSEMENT

**Le Général de Gaulle appartient désormais à l'histoire de France, c'est-à-dire à tous les Français sans exception. Sa mémoire, que je salue, ne doit plus être l'apanage d'un quelconque parti politique ni l'enjeu des luttes électorales. Puisque cette voix exceptionnelle s'est tue, chacune, chacun de vous doit se déterminer suivant ses conceptions politiques profondes, en citoyennes et citoyens responsables.**

VOTRE VOTE, DIMANCHE 4 MARS, DECIDERA DE VOTRE AVENIR ET AUSSI DE L'AVENIR DU PAYS. SI VOUS NE VOULEZ PAS DE L'AVENTURE, LE CHOIX EST CLAIR :

## Vous direz NON au Parti Communiste

parce que vous aimez vivre libres. Si le Parti Communiste arrivait au pouvoir, tôt ou tard aucune opposition ne serait tolérée et la France cesserait d'être une démocratie.
Sur le plan économique, l'application du programme commun de la gauche conduirait inéluctablement à la dévaluation, à la fuite des capitaux et, par la suite, au chômage.

## Vous ne ferez plus confiance au candidat inconditionnel de l'U.D.R.

qui, à l'Assemblée, se borne à voter en silence, et les yeux fermés, tout ce qu'on lui propose. Un exemple : ce candidat se trouve toujours à la tête des manifestations en faveur d'Israël mais, au Parlement, il vote constamment pour le Gouvernement, dont la politique, c'est le moins qu'on puisse dire, n'est pas favorable à cet Etat. Inconsciente de son intolérance, pleine de dédain pour tout ce qui n'est pas l'U.D.R., cette formation divisée en factions multiples et rivales, confisque et l'Etat et le Pays ; elle ne peut que nous ménager des lendemains incertains, voire de nouveaux Mai 1968.

UNE NOUVELLE MAJORITE EST NECESSAIRE POUR PROMOUVOIR, DANS L'ORDRE, UNE NOUVELLE POLITIQUE, REALISER LES REFORMES QUI S'IMPOSENT, ASSAINIR L'ATMOSPHERE POLITIQUE.

VOUS SEREZ LE 4 MARS LES ARTISANS DE CE CHANGEMENT.

**Il est difficile, en si peu de place, d'aborder tous les problèmes et de définir un programme d'action. Le court exposé qui suit a pour but de vous faire saisir le sens et la motivation de mon combat politique.**

## Nous voulons une gestion plus saine des affaires du pays

Les scandales en cascade (La Villette, Garantie Foncière, Affaire Aranda, etc.) font glisser notre société vers une grave décadence. La liquidation des abus et de la corruption ne peut être entreprise et poursuivie que par des hommes nouveaux.

## Les Institutions de la France

La loi fondamentale de la démocratie en France est la Constitution de 1958. C'est aussi la nôtre. L'affaiblissement du Parlement, les conflits qui peuvent surgir entre le Président de la République et le Premier Ministre, comme entre le Présidnt et le Parlement peuvent conduire un jour au chaos et à la dictature. Il faut « retoucher » la Constitution de 1958.

## Politique Sociale et Economique. La condition des personnes âgées. Les retraites. Les salaires

Tout se tient dans ce domaine. On travaille en France autant et plus qu'ailleurs, on économise, on investit, et c'est pourtant dans notre pays que les équipements collectifs (hôpitaux, écoles, crèches, routes, etc) font le plus défaut. Trop de personnes ne profitent pas de la relative prospérité que nous connaissons. Les personnes âgées sont dans la misère, les retraites dérisoires, le pouvoir d'achat de tous les salariés a diminué considérablement.

Quatorze ans de pouvoir, sans obstruction ni partage, ont conduit à la dévaluation, à la hausse des prix (100 % en huit ans), à l'inflation galopante, à l'effritement de la monnaie. Il faut entreprendre une politique de redressement financière et économique à long terme, créer un climat de confiance, juguler l'inflation, cette drogue de l'économie.

Le plan de circonstance mis en place début 1973 n'est qu'un palliatif. Son efficacité et sa finalité n'abusent personne, sans doute même pas son auteur.

## Commerçants et artisans sont écrasés d'impôts et de charges

et sont l'objet de tracasseries et vexations inutiles. Il convient entre autres mesures d'alléger leur fardeau en supprimant la patente et en modérant les taux de la T.V.A.

## L'indemnisation des rapatriés est un problème humain

qu'il faut résoudre une fois pour toutes. Ces victimes ont droit à réparation. Amnistie totale et définitive pour tous ceux qui ont été meurtris par ce drame national sans précédent.

## L'Europe est une nécessité

pour sauvegarder, et la paix entre les pays du Vieux Continent, et leur indépendance à l'égard des blocs de l'Est et de l'Ouest.

A l'heure où les décisions qui engagent le destin du monde sont prises à MOSCOU, à WASHINGTON et même à PEKIN, l'EUROPE doit pouvoir faire entendre sa voix. Pour cela, il faut des institutions communes, une défense commune.

Le Gaullisme, depuis juin 1945, a laissé passer les plus belles occasions de faire l'Europe. En instaurant la fausse querelle de l'Europe des Patries et des peuples, en préconisant l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, qui ne pouvait déboucher que sur un continent dominé par les communistes, la marche en avant pour l'Europe a été ralentie, compromise.

## Sauvons Paris - Liberez Paris - le Xe

« Paris appartient au gouvernement », disait Haussmann en 1859. En 1973, c'est encore vrai. Les maires et adjoints de nos arrondissements ne sont pas élus mais nommés par le Ministre de l'Intérieur. Le Conseil de Paris n'a que voix consultative. Ce sont les Préfets de Paris et le Préfet de Police, nommés par le Premier Ministre, qui gèrent les affaires des Parisiens. En somme, comme l'a écrit le sénateur Dominique Pado, « Paris est administré par le maire de Bordeaux (aujourd'hui c'est par celui de Sarrebourg).

Qu'ont fait les élus U.D.R. pour secouer cette tutelle, source de tous les maux des Parisiens ? Rien...

Qu'ont fait les Elus U.D.R. pour alléger la fiscalité des Parisiens ? Rien... En fin d'année 1972, ils nous ont gratifiés d'une hausse de plus de 10 %.

Qu'ont fait les Elus U.D.R. pour sauvegarder l'esthétique de Paris, empêcher les démolitions sauvages, les expropriations ? Rien... Paris est défiguré.

Qu'ont fait les Elus U.D.R. pour améliorer la qualité de la vie des Parisiens ? Rien... Le piéton est sacrifié ; traverser une rue, surtout pour les personnes âgées, devient une aventure, la pollution n'est pas combattue, on abat les arbres sans discernement ; non seulement on ne crée pas d'espaces verts mais on rogne ceux qui existent.
Dans ce contexte, notre Xe est l'arrondissement qui décline le plus. Depuis 1958, il n'a eu (au Conseil de Paris comme au Parlement) ni animateur ni défenseur.

ELECTRICES, ELECTEURS, REFLECHISSEZ AVANT DE VOTER

**Le changement de politique et d'hommes**
**est une nécessité pour l'avenir du pays.**
**Si vous voulez le changement dans le calme et dans l'ordre**

# vous voterez pour
# Jean ROMANETTI

Vu : Le Candidat.

I.C.C., 19, rue du Croissant, 75002 PARIS